



## Editorial

### Brisez le silence sur la répression en Iran

**L**e soulèvement en Iran a montré que la société iranienne est dans un état explosif. Le régime est submergé par les crises. La corruption fait partie intégrante du système. La monnaie officielle du pays a chuté de 15% en quelques semaines.

Les manifestants ont mis fin au mythe de la modération du régime. Il faudrait donc qu'au niveau international la politique de complaisance cesse avec ce régime.

La situation en Iran ne reviendra pas au stade d'avant le soulèvement. Les raisons de la colère subsistent et le peuple iranien poursuivra sa lutte jusqu'à ce que le régime soit renversé. Durant le soulèvement des dizaines de personnes ont été tuées par les gardiens de la révolution (CGRI), 8000 arrêtées et plus de dix tuées sous la torture.

Il faut prendre des mesures efficaces et des décisions contraignantes pour obliger la dictature religieuse à libérer les manifestants arrêtés, garantir la liberté d'expression et de manifestation, arrêter

*Suite page 4*

## le Parisien

### L'Iranienne Maryam Radjavi optimiste pour 2018



AUVERS-SUR-OISE

Auvers-sur-Oise, ce dimanche. Maryam Radjavi, la présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne, a évoqué les récentes protestations en Iran lors de son discours de vœux 2018.

Les vœux de Maryam Radjavi, avaient une tonalité particulièrement optimiste cette année. « En Iran, 2018 a apporté un vent de liberté. J'espère que cette année, sera l'année de victoire de la liberté en Iran » a déclaré la présidente du Conseil national de la Résistance iranienne. Comme d'habitude, de nombreuses personnalités locales et au-delà ont assisté aux festivités de nouvelle année organisées par l'OMPI dans son siège d'Auvers-sur-Oise. Outre les maires de Magny-en-Vexin, Jean-Pierre Muller (DVG), de Mériel, Jean-Louis Delannoy (DVD), ou encore Bruno Macé (SE), élu de Villiers-Adam, on trouvait dans le public Mgr Jacques Gaillot ou l'ancienne première dame d'Algérie Mme Anissa Boumediene.

### Newt Gingrich : L'OMPI est du bon côté de l'histoire en Iran



*L'ancien président de la Chambre des Représentants des États-Unis, Newt Gingrich et l'ancien sénateur démocrate Robert Torricelli ont été reçus par Maryam Radjavi, la présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne.*

*Suite page 2*



### Maryam Radjavi à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg

- **Intervention aux réunions des groupes PPE, ADLE et GUE et rencontres avec des responsables de l'APCE**
- **Appel à la libération immédiate des manifestants emprisonnés, à la liberté d'expression et d'association et à l'arrêt de la répression et du port obligatoire du voile**

Le mercredi 24 janvier 2018, Mme Maryam Radjavi, présidente élue du Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI), a assisté et pris la parole aux réunions officielles du Parti Populaire Européen (PPE), de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe (ADLE) et de la Gauche Unitaire Européenne (GUE) à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) à Strasbourg. Elle a exposé les derniers développements du soulèvement du peuple iranien contre la dictature religieuse en Iran et répondu aux questions des membres de l'APCE.

*Suite page 3*



**L'OMPI est une véritable force qui compte. Vous avez survécu, vous avez enduré, vous avez poursuivi votre mission et le régime n'a pas pu vous arrêter... Vous faites la différence. Vous êtes du bon côté de l'histoire, parce que vous êtes du côté de la liberté.**

— Newt Gingrich



Le 19 janvier la rencontre a débuté par la visite d'une exposition de photos sur le récent soulèvement en Iran. Des jeunes Iraniens ayant connu les prisons des mollahs et étant récemment sortis d'Iran ont apporté des témoignages bouleversants lors d'une conférence où sont intervenus Maryam Radjavi, Newt Gingrich, l'ancien sénateur Robert Toricelli et le général Wesley Martin qui a été en poste à Achraf en Irak.

Mme Radjavi a salué le soulèvement courageux du peuple iranien qui s'est propagé à un rythme remarquable dans 142 villes, ainsi que la bravoure et le sacrifice des jeunes manifestants qui se sont dressés pour la liberté et la démocratie en Iran.

Rendant hommage aux martyrs du soulèvement et aux milliers de manifestants emprisonnés, elle a exhorté la communauté internationale à soutenir le peuple iranien dans son combat pour le renversement de la dictature religieuse et pour l'instauration de la démocratie et de la souveraineté populaire en Iran. « Notre peuple appelle l'ONU et tous les gouvernements à faire pression sur le régime clérical pour qu'il libère les manifestants arrêtés et donne une réponse précise sur les disparus », a-t-elle ajouté.

Soulignant l'ampleur du soulèvement Newt Gingrich a tenu à souligner : « lorsque vous avez le sénateur Torricelli et moi tous les deux ici, c'est un engagement bipartite avec les Démocrates et les Républicains à Washington. On ne l'obtient pas souvent en ce moment. Mais nous le faisons et c'est un des sujets qui rapprochent de plus en plus de gens. Mme Radjavi a rappelé :

« C'est une révolte pour la liberté et la souveraineté populaire afin d'établir le bien-être et la justice sociale. Ce n'est pas un bouleversement aveugle et spontané de ceux qui ont faim. La révolte a montré que la société iranienne est dans un état explosif, débordant de mécontentement. Elle a montré que le régime était beaucoup plus fragile qu'on ne le pensait. Elle a montré que les fonds versés au régime après l'accord nucléaire n'ont pu contenir son instabilité. Et enfin, le soulèvement a montré que le peuple iranien déteste les deux factions de la dictature et veut la renverser dans sa totalité. »

Dans son intervention, Newt Gingrich a affirmé : « Dans mon esprit, en tant qu'historien, je ne doute pas que Khamenei ait subi une terrible défaite morale. Chaque fois qu'une personne se lève pour protester, cela sape toute prétention selon laquelle il devait être le chef moral légitime. De plus en plus de jeunes ont dit non. Ainsi, le niveau de mécontentement, le niveau de rejet de la dictature est plus profond que jamais ... La modération du régime des mollahs est une illusion. Il y a une mauvaise faction et une très mauvaise faction dans la dictature iranienne. Il n'y a pas de faction innocente dans une dictature (...) Lorsque j'ai regardé votre immense assemblée annuelle, franchement pour moi, cela a été un tournant décisif, et il était évident que quelque chose d'important se passait. Maintenant, pour ceux, qui ne sont pas encore convaincus que l'OMPI est une force qui compte, je leur rappelle que la dictature iranienne a demandé au président de la France de la restreindre et que le président français a dit non. Au fait, la grande ironie est que c'est en France que Khomeiny était exilé et voilà donc maintenant la dictature qui demande que la prochaine génération de changement soit stoppée par les Français. Je dis à mes amis américains, je ne crois pas que la dictature ait choisi Mme Radjavi par hasard, je crois que le niveau de ses craintes augmente pour des raisons très pratiques. Vous avez survécu, vous avez supporté, vous avez continué votre objectif et ils n'ont pas pu vous arrêter.

(...) Vous, les membres de l'OMPI, vous faites la différence. Vous êtes du bon côté de l'histoire, parce que vous êtes du côté de la liberté. Merci Mme Radjavi pour votre leadership dévoué à cette cause. »

Dans son allocution à la conférence, l'ancien sénateur démocrate Torricelli a déclaré : « C'est le début d'une révolution. Un régime qui se maintient au pouvoir en massacrant son propre peuple a une durée de vie limitée. Lorsque Rohani a appelé le président français Emmanuel Macron pour lui demander de sévir contre l'OMPI, cela a clarifié une chose : ce n'est pas une révolution sans leader... Le seul groupe qui n'a jamais fait de compromis avec les mollahs, c'est l'OMPI. »





## Maryam Radjavi à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg

Mme Radjavi était invitée par les groupes politiques. A l'issue des trois réunions, elle a donné une conférence de presse en présence de parlementaires où elle a présenté un résumé de ses interventions. Le même jour, elle a eu des entretiens avec des responsables de l'APCE et du CE. Au cours de ces réunions, Mme Radjavi a exhorté le Conseil de l'Europe et ses Etats membres à adopter des mesures efficaces pour contraindre la dictature religieuse en Iran à libérer les manifestants emprisonnés, à défendre la liberté d'expression et d'association, à mettre fin à la répression et à mettre fin au voile obligatoire.



**Nous attendons de l'Europe qu'elle soutienne le soulèvement du peuple iranien pour se débarrasser de la dictature religieuse et instaurer la démocratie en Iran**

—Maryam Radjavi



Elle a déclaré : "Trente-neuf ans d'effusion de sang et de crimes, d'oppression et de discrimination des femmes, de répression et de censure, ça suffit. La communauté internationale doit mettre fin à son silence et à son inaction."

Mme Radjavi a fait remarquer que "des dizaines de personnes ont été tuées par balles pendant le soulèvement par les forces de sécurité et les gardiens de la révolution et au moins 8000 ont été arrêtées. Chaque jour, nous entendons parler d'un nouveau prisonnier tué sous la torture, mais les autorités prétendent qu'ils se sont suicidés en détention. Un certain nombre de jeunes sont portés disparus et leurs familles n'ont aucune nouvelle. Procéder à des arrestations massives, ouvrir le feu sur des manifestants non armés et tuer des prisonniers sous la torture relèvent du crime contre l'humanité. Malheureusement, l'Europe a choisi le silence et l'inaction face à tous ces crimes, ce qui contredit nombre d'engagements fondamentaux et communs de l'Europe, comme la Convention européenne des droits de l'homme ". Mme Radjavi a ajouté : "L'Iran est une poudrière et les protestations se poursuivent dans tout le pays. Le régime est submergé de crises. La corruption est inhérente à cette dictature. Au cours du dernier mois, la monnaie officielle a chuté de 15 %. Le régime est voué à disparaître et le peuple iranien est déterminé à poursuivre sa lutte pour

mettre fin à la dictature religieuse et instaurer la liberté." " Dans de telles circonstances, a-t-elle affirmée, au nom du peuple iranien et de sa Résistance, j'exhorte le Conseil de l'Europe, l'Union européenne et ses Etats membres ainsi que les Nations Unies à se tenir au côté du peuple iranien et non de la dictature religieuse. Le régime doit comprendre qu'il doit payer un prix élevé pour avoir ouvert le feu sur des manifestants et les avoir tués sous la torture." Elle demande la création d'une commission d'enquête internationale sur les morts, les arrestations et les disparitions de manifestants iraniens et les personnes assassinées en prison. Elle a déclaré que le régime devait être contraint d'accepter cette délégation en Iran.

"Le soulèvement national en Iran, a-t-elle souligné, a montré que la dictature religieuse n'a ni légitimité, ni avenir. Investir dans ce régime est voué à l'échec. Il faut interrompre toutes les relations diplomatiques et économiques avec le régime iranien. Les dirigeants iraniens doivent faire l'objet de sanctions générales pour des décennies de crimes contre l'humanité. L'économie iranienne est concentrée entre les mains de la famille de Khamenei et du Corps des gardiens de la révolution (pasdaran). Traiter avec ce régime ne fera qu'alimenter sa machine à tuer et à exporter la guerre et le terrorisme."



### UEL Group on the human rights situation in Iran

Voiced on January 24, 2018 by Arian N.



On Wednesday, 24 January 2018, the Group of the Unified European Left in the PACE invited the President-elect of the National Council of Resistance of Iran (NCRI), Mrs. Maryam Rajavi, to address its group meeting on the human rights situation in Iran and the recent nationwide protests in the country.

**Intervention à la réunion de la Gauche unitaire européenne (GUE)**



## Le nombre de manifestants tués sous la torture en Iran ne cesse d'augmenter

Amnesty International révélait le 10 janvier qu'au moins cinq personnes étaient mortes en détention à la suite de la répression des manifestations déclenchées le 28 décembre 2017 contre la dictature religieuse. Depuis, le Conseil national de la Résistance iranienne a déploré dans un communiqué la mort d'une dizaine de jeunes manifestants en prison.

### Des cachets nocifs ont été donnés aux manifestants emprisonnés

Un député du Majlis (parlement des mollahs) a révélé le 16 janvier qu'avant de mourir en prison, un manifestant arrêté a dit à sa famille que les détenus avaient dû prendre des cachets nocifs pour leur santé.

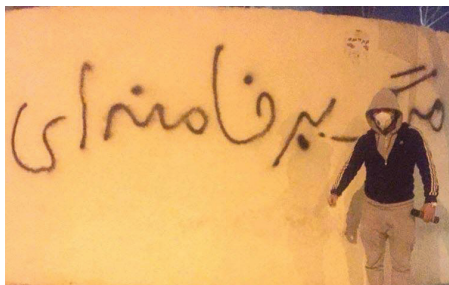
Mahmoud Sadeghi a écrit sur son compte Twitter : « selon les proches d'un détenu mort en prison, lors de plusieurs contacts, ce dernier leur a confié que les autorités pénitentiaires l'avaient obligé, lui et d'autres détenus, à prendre des pilules qui altéraient leur santé. »

Alors que des informations indiquent que plus de cinq

manifestants arrêtés lors du soulèvement en Iran sont morts en détention, les autorités n'ont reconnu quelques décès en prétendant des suicides. Elles prétendent également que les arrestation n'étaient pas liées aux manifestations. Le scénario est parfois terrifiant comme pour Seyed Shahab Abtahi, arrêté dans la manifestation d'Arak, a été tué dans un centre de détention. La dépouille de ce jeune de 20 ans a été abandonnée dix jours après son arrestation devant la maison de son père, le corps couvert de traces de coups de matraque. Voici une liste provisoire:

1. Sina Ghanbari (22 ans) à Téhéran
2. Seyed Chahab Abtahi (20 ans) à Arak
3. Vahid Heydari à Arak
4. Sarou Ghahremani (24 ans) à Sanandaj
5. Kianoush Zandi (26 ans) à Sanandaj
6. Mohsen Adel à Dezfoul
7. Mohammad Nassiri à Zanjan
8. Aria Rouzbehi Babadi à Ahvaz
9. Ali Pouladi à Chalous
10. Farzad Chagani à Dezfoul
11. Hossein Qaderi (30 ans) à Sanandaj

## Les murs prennent le relais de la rue



Alors que le régime croit avoir ralenti le rythme des émeutes dans les villes, des mouvements de protestation en tous genres fleurissent partout dans les villes. Des dizaines de manifestations surgissent dans les quatre coins du pays, certains tournent même à des escarmouches comme à Tchahbahar (sud-est) ou sur la place Vanak dans la capitale. Mais les forces répressives sont confrontées à la multiplication des slogans interdits sur les murs. Chaque soir de nouvelles inscriptions « Mort à Rohani », « Mort au dictateur » et « Mort à Khamenei » apparaissent et les images sont parfois relayées sur les réseaux sociaux. Le phénomène s'est tellement répandu que le régime semble tout à fait impuissant à le contrôler.

## Communiqué d'Amnesty International

### La peine d'amputation encore pratiquée

Publié le 22.01.2018.

Un homme reconnu coupable de vol a été amputé d'une main le 17 janvier. Une pratique barbare qui perdure. Il avait été condamné il y a six ans pour vol de bétail et d'autres biens dans plusieurs villages.

En 2017, des dizaines de peines d'amputation ont été prononcées et par la suite confirmées par la Cour suprême. En



avril 2017, Hamid Moïni avait été amputé d'une main à Chiraz, dans la province de Fars, avant d'être exécuté 10 jours plus tard. Infliger des sanctions aussi cruelles met en lumière le mépris total des autorités iraniennes envers la dignité humaine.

L'amputation est un crime au regard du droit international. En tant qu'État partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), l'Iran est juridiquement tenu d'interdire la torture en toutes circonstances, sans exception.

## Editorial

(Suite de la page 1) la répression des femmes et d'abolir le voile obligatoire. Trente-neuf ans d'effusion de sang et de crimes, de discrimination et de répression à l'égard des femmes, de répression et de censure, ça suffit!

L'Europe doit mettre fin à son silence et à son inaction. Le régime iranien doit comprendre qu'il doit payer un lourd tribut pour avoir ouvert le feu sur des manifestants et les avoir tués sous la torture.

Ce régime a démontré qu'il n'a aucune légitimité et pas d'avenir. Investir dans

cette théocratie est voué à l'échec. L'économie iranienne est concentrée aux mains du Guide suprême Ali Khamenei et des pasdaran. Faire des affaires avec ce régime ne fait qu'alimenter sa machine à tuer et son exportation de la guerre et du terrorisme.

Il faut soutenir les revendications du peuple iranien qui aspire à la liberté et à la démocratie.

Voici le message qu'a voulu transmettre Maryam Radjavi lors de son passage à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg.